

Du Zaïre, redevenu Congo, à la France renvoyée à elle-même...

FAÇONS DE VOIR

Sur la conquête du Zaïre par les troupes de l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila, la chute du mobutisme, et le retour au « Congo » originel, coexistent au moins trois regards : grosso modo, le congolais, l'africain et l'occidental. On le lira en ces pages¹, nombreux sont les acteurs qui, à partir de ces points de vue souvent divergents, ont forcé les événements ou y ont fait obstacle.

1. N'en déplaise à ceux que fascinait le génie politique de Mobutu - sa façon inimitable de générer le chaos et lui surnager -, les Zaïrois étaient saturés de pillage et d'humiliation. Malgré des réticences initiales sur le contenu de l'Alliance, ils ont, en la laissant triompher, voulu croire que l'emporterait, en elle et par elle, une aspiration profonde : renouer avec la ferveur de l'indépendance, avec cette « âme » qui, telle Lumumba, fut dévorée par d'ignobles appétits.

Et certes Kabila, par son histoire et une partie de son personnage, peut incarner la résistance congolaise, l'envie de repartir, avant ces maudits carrefours où la CIA, les intérêts belges, puis les réseaux français désignèrent la voie Mobutu.

Mais l'on ne gomme pas comme cela 36 ans d'histoire. Des travers se sont pris. Des dynamiques se sont affirmées : une sorte d'obstination basique à survivre, une sève étonnante de solidarité qui, de l'intérieur, cherchait en vain à modifier le cours du mobutisme. Pour beaucoup de Zaïrois, le têtu Tshisekedi incarne cette poussée « zaïroise » des énergies - et c'est pourquoi il défend, maladroitement, l'appellation « Zaïre ». Il affiche ainsi sa faiblesse principale - celle de n'avoir pu ou voulu rompre brutalement avec un cours catastrophique. Mais, en cela même, il est représentatif d'une majorité de Zaïrois...

Kabila veut les faire redevenir Congolais. Mais les deux atouts qui ont assuré sa victoire peuvent se muer en handicaps : l'appui de ses alliés étrangers ; son imperméabilité au compromis socio-politique « à la zaïroise ».

Au-delà des problèmes d'hommes (la périlleuse rencontre des obstinations Kabila-Tshisekedi), le nouveau Congo ne démarrera que s'il adopte le meilleur de l'intelligence du Zaïre - ce ressort que tant d'années de non-sens ont forgé aux Zaïrois. La greffe n'est pas acquise...

2. Pour la plupart des Africains, la fin du mobutisme s'inscrit dans une succession d'arrachements, souvent cher payés, aux séquelles du colonialisme et/ou aux faux-pas des indépendances : il fallait montrer que Mobutu n'est pas l'Afrique, pas plus qu'Idi Amin Dada, Mengistu ou l'apartheid. Ce n'était pas qu'une question de principes, ou d'image : Mobutu avait fait trop de dégâts dans la région, trop manipulé les bombes ethnicistes. La moitié du continent, ou presque, s'est ligüée contre lui, et l'a vaincu. Les réflexes mercenaires de la Françafrique n'ont pas fait le poids face à cette détermination nouvelle, qui a écarté aussi les préventions et calculs des Occidentaux.

Ceux-ci (les Africains aussi) déplorent le coût en vies humaines de ces ruptures.

Ils pourraient s'interroger sur leurs responsabilités dans ce qui les a rendus, sans doute, inéluctables. Et puis, leur histoire en ce XX^e siècle (les deux guerres mondiales, la Shoah, Hiroshima, les massacres coloniaux et les guerres néocoloniales) témoigne de trop peu de sagesse pour qu'ils puissent faire la leçon à un Julius Nyerere (voir Ils ont dit). Enfin, ils ne sont plus en posture d'interdire aux Africains de prendre leurs propres responsabilités. Tout juste peuvent-ils les inviter à assumer jusqu'au bout ce qu'ils ont entrepris au Congo-Zaïre.

3. Chez les Occidentaux, le désappointement domine (même si les Américains ont, mieux que les Français, perçu certaines évolutions). Politiquement, on les pousse au retrait, ou à la retraite, en tout cas à changer d'attitude. Ce n'est que justice. Les affaires minières vont reprendre, mais ce n'est guère exaltant.

Plus profondément, l'opinion a l'impression, justifiée, d'assister à une série de reculs du droit des gens, consécutive à une déroute de la « communauté internationale ». Oui, celle-ci a quasi disparu. Et notre impuissance face au drame des réfugiés, affamés et, pour certains, massacrés, devrait nous conduire à nous interroger sur cette disparition plutôt qu'à multiplier les anathèmes.

Il est certain d'abord que jamais plus ne sera opérationnelle une « communauté internationale » trop dominée par l'Occident, ses intérêts et ses façons de voir.

La conscience occidentale d'autre part, en ce qu'elle a de meilleur, revendique le bannissement des crimes contre l'humanité. Si elle veut aller au-delà des vœux pieux, il lui faudra bien commencer par admettre que le procès de Nuremberg a été une exception conjoncturelle. Le génocide arménien est resté impuni ; la France et les Etats-Unis, notamment, ont conféré la respectabilité diplomatique aux responsables du génocide cambodgien.

Enfin, l'insignifiance des mécanismes de sanction du génocide de 1994, au Rwanda (après la dérobade des forces de l'ONU), a convaincu les parties concernées que cette « communauté internationale » ne brassait que du vent, et qu'il fallait se faire justice soi-même. Une conclusion évidemment régressive.

Il faut souligner ici l'influence néfaste d'une France égarée. Elle joua jadis un rôle important dans l'élaboration du socle universel des droits de l'homme et la proclamation du rejet des crimes contre l'humanité. Malgré ses propres faiblesses, les autres pays l'ont crue quand elle promouvait ces dossiers.

Son absolu cynisme dans l'affaire rwandaise (où elle a armé et réarmé le camp du génocide, et s'ingénie à favoriser son impunité), son obstruction face au projet de Cour criminelle internationale, le sacrifice généralisé de la défense des droits de l'homme (tibétain, par exemple) à des considérations commerciales, montrent qu'elle ne croit plus elle-même à son propre message.

Cela ne démoralise pas que les Français. Cela mine l'avenir de l'Europe - placée en porte-à-faux dans des situations telles que la crise zaïroise. Cela suscite en Afrique des effets mimétiques, ou de boomerang.

En caricaturant, on en arrive aujourd'hui à ce terrible « malentendu » : quand la France parle d'humanitaire, l'Afrique sort son revolver ; si la France se fait l'avocat de réfugiés, il faut en empêcher l'accès.

Ce désastre moral est bien plus grave que les reculs politiques subis par surcroît. Il est complètement absent du débat électoral français. C'est dire tout le chemin à faire, en ce pays, pour reconquérir une dignité collective, puis un peu de crédibilité internationale.

En attendant, il est souhaitable, en Europe et ailleurs, que les exigences d'humanité trouvent d'autres avocats...

1. Et de manière beaucoup plus précise dans le *Dossier noir* n° 9, à paraître le 16 juin chez L'Harmattan : *France-Zaïre-Congo, Echec aux mercenaires* (titre provisoire), 160 p. 60 F franco en souscription à *Survie*.

SALVES

Un choix africain

Autour de trois pivots, l'Ouganda, le Rwanda, puis l'Angola, une dizaine de pays africains ont concouru à la chute du mobutisme : l'Erythrée, l'Éthiopie, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

En majeure partie, il s'agit d'une Afrique qui a lutté pour son affranchissement. Plus détachée de l'Europe et des affiliations clientélistes (à part l'Angola), elle évolue vers une autre conception et une autre gestion de l'État.

Le mobutisme n'était pas seulement un foyer régional de conflits - à éteindre. C'était aussi l'antithèse d'une telle « gouvernance », et l'empêcheur d'une intégration régionale. Elle pourrait désormais progresser rapidement, contribuant peut-être à dissoudre l'excessive concentration des problèmes dans les petits pays surpeuplés - le Rwanda et le Burundi. Comme l'indiquait Colette Braeckman dans *Le Soir* du 30 avril, « *le seul agenda cohérent qui permette de comprendre cette crise est celui des pays de la région, qui veulent stabiliser le Zaïre et qui, demain, il faut l'espérer, l'empêcheront de devenir une nouvelle dictature* ».

Réfugiés disparus

À l'intérieur de cette coalition se poursuivaient, essentiellement entre rwandophones (rwandais ou est-zaïrois), les affrontements consécutifs au génocide de 1994. Reconstitués et réarmés à l'abri des camps de réfugiés, les ex-Forces armées rwandaises (FAR) et les milices *Interahamwe* devenaient la force la plus combattive du camp mobutiste - encadrée par des mercenaires blancs.

Bien nourris, ils choisissaient, en accord avec l'état-major mobutiste, de maintenir le reste des réfugiés (affamés) à proximité de la ligne de front - comme bouclier - alors que les organisations humanitaires insistaient pour les en éloigner. Dans le même temps, le plateau du Masisi demeurait leur bastion au milieu des lignes rebelles. Ceci n'est pas une excuse à ce qui va suivre, mais un rappel du contexte.

Les rwandophones zaïrois (les Banyamulenge entre autres), victimes d'un début d'épuration ethnique, sont alors entrés dans une logique de « guerre totale » contre ce que certains d'entre eux appellent des « populations d'Interahamwe ». Dans leur combat contre un mélange intentionnel de soldats, miliciens et civils, ils ont été aidés par des volontaires et/ou militaires rwandais - certains apparentés aux victimes du génocide de 1994.

Il est indiscutable qu'en nombre d'endroits ce combat à mort a terriblement dérapé : massacres de civils, obstruction aux secours alimentaires et sanitaires. Une enquête internationale est indispensable, et il semble qu'elle aura bientôt lieu, dirigée par Robert Garretton (cf. *Ils ont dit*). Il faut espérer qu'elle soit :

1° autorisée par Kinshasa ;

2° impartiale ;

3° capable de remonter le plus haut possible dans l'échelle des responsabilités.

Qui a permis que se réarment les auteurs du génocide, au sein des camps de réfugiés, pour qu'ils puissent reprendre leur « travail » et « déstabiliser le Rwanda ennemi » ? Qui les a enrôlés dans la guerre du Kivu ? Comment s'est faite la séparation entre ceux qui étaient autorisés (ou poussés) à rentrer au Rwanda et ceux conduits à s'enfoncer dans la forêt ? Quelles sont les troupes rebelles qui ont massacré au Kivu ? A qui obéissaient-elles ? Comment a fonctionné le complexe militaro-humanitaire français autour de Kisangani ? Dans l'échec des secours à certains regroupements de réfugiés, quelle est la part de dysfonctionnement du système international d'urgence, d'erreurs opérationnelles¹, d'incompréhension, et de volonté délibérée d'affamer ? Chez qui une telle volonté ? Il importe de répondre à toutes ces questions, et à quelques autres. Puis de progresser rapidement dans un système de sanction des crimes de guerre et contre l'humanité.

La France y est-elle prête ?

1. Ainsi, le sinistre convoi ferroviaire parti de Biaro, où 91 réfugiés périrent étouffés ou écrasés, et qui conduisit Jacques Julliard à parler d'« Auschwitz » (*Le Nouvel Observateur*, 07/05/1997) - avait été affrété par le HCR (Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU), qui fut dépassé par les événements (*Le Monde*, 06/05/1997).

Refus

Autre élément contextuel : au Rwanda et au Burundi, des « assaillants » surgissent dans des établissements d'enseignement pour y massacrer les élèves tutsis. A Muramba (nord-ouest du Rwanda) le 28 avril, et au petit séminaire de Buta (sud du Burundi) le 30 avril, les élèves ont refusé de se séparer entre hutus et tutsis. Ce refus leur a valu une mort conjointe : 17 écoliers (et une enseignante belge) dans le premier cas, 33 séminaristes et 7 membres du personnel dans le second. Selon le secrétaire exécutif du CLADHO (Collectif des ligues et associations de défense des droits de l'homme), au Rwanda, « *l'idée d'exterminer les Tutsis [...] est encore là* ».

PME

On sait que la société *Geolink*, en lien avec le conseiller élyséen Fernand Wibaux (cf. *Billets* n° 46) a joué un rôle-clef d'intermédiaire dans la fourniture de mercenaires à Mobutu. *Le New York Times* (*NYT*) du 2 mai a mené l'enquête. Un responsable de *Geolink* aurait admis avoir fourni aux forces de Mobutu trois avions de combat Mig-21. Ils ont été transférés d'ex-Yougoslavie, avec pilotes et mécaniciens, quelques semaines après le début de l'offensive rebelle.

La note globale de ces actions parallèles (5 millions de dollars pour le mois de janvier) aurait, selon le *NYT*, été réglée par la France (voir *A Fleur de presse*).

Geolink est spécialisée dans le commerce de gros de matériel de télécommunication. Elle s'employait à fournir en téléphones satellites (écoutables ?) les journalistes couvrant les événements d'Afrique centrale, et en téléphonie de campagne l'armée zaïroise (*Le Soir*, 04/05/1997).

Ses dirigeants, André Martini et Philippe Perrette, fournissent des explications contradictoires. Le premier aurait découvert tardivement que le second, représentant *Geolink* au Zaïre, travaillait pour les services secrets français - avant de s'en séparer fin avril.

Aveu vite corrigé : début mai, il confie au *Monde* (04/05/1997), dans la plus parfaite langue de bois, que Perrette « a été prié de quitter la société au motif qu'il était soupçonné d'avoir dépassé la déontologie des affaires dans des activités incompatibles avec ses fonctions »... Perrette, tout en démentant travailler pour les services secrets français, admet avoir mis en relation des autorités zaïroises avec des mercenaires serbes par l'intermédiaire d'un mercenaire français présent à Kinshasa : une conception assez large des télécommunications.

« Notre société était une bonne couverture », admet Martini. Doit-on comprendre qu'elle fait partie de ce réseau de PME conçues, converties ou subverties en « honorables correspondants » des services secrets français ?

Bien entendu, le Quai d'Orsay dément toute implication de la France : de sa France, sans doute, mais on sait qu'elle n'a guère voix au chapitre africain.

Fortune

Diverses enquêtes le confirment, et même une note remise au président Mitterrand en 1993 : la fortune de Mobutu atteignait 40 milliards de FF, dont 20 placés en Suisse (avant, probablement, de migrer sous d'autres cieux - sud-africains par exemple).

Si le glouton avait moins de cash sur la fin, c'est que sa cour ou son clan - un millier de cousins, fidèles, courtisans ou « conseillers » - lui coûtaient quelque 2 milliards de FF par an. Selon un universitaire de Kinshasa, « Mobutu a une grosse clientèle à contenter, et plus on s'est enfoncé dans la crise, plus cette clientèle s'est étendue. Ainsi l'exploitation de l'or fin ou du diamant n'a jamais été considérée comme une activité nationale, mais une activité privée au profit du seul Mobutu ».

Les dernières années, dans un environnement économique et politique encore plus dégradé, ce pillage s'est doublé d'une intense activité criminelle : trafic d'or et blanchiment d'argent sale (via le Luxembourg), faux-monnayage.

Avant d'être en partie dépouillé par les membres de sa famille et sa belle-famille, par les généraux « diamantaires » Nzimbi et Baramoto ou l'âme damnée Seti Yale, et malgré son incroyable « train de vie », Mobutu est devenu l'un des dix hommes les plus riches du monde. Inversement, les Zaïrois sont devenus le peuple le plus pauvre de la planète¹, alors qu'en 1965, lorsque Mobutu prit le pouvoir, le niveau de développement du Zaïre équivalait à celui de la Corée du Sud... (*Financial Times*, 12/05/1997 ; *La Vie*, 15/05/1997 ; *Le Journal du Dimanche*, 18/05/1997 ; *Le Monde*, 21/05/1997).

Tous ceux qui ont adoré Mobutu ou profité de ses largesses sont complices de ce système de vases communicants. Cela inclut tous les présidents de la république française depuis 20 ans, et leurs coteries - soit tout le spectre des « partis de gouvernement ». Il ne faut donc pas s'étonner si la France est peu empressée à décider le gel des avoirs du vampire zaïrois et de ses proches, ainsi que la mise sous séquestre de leurs propriétés - comme la Suisse a fait pour la villa de Savigny.

1. Passant très probablement en 1996 derrière les Mozambicains et les Ethiopiens, plus démunis qu'eux en 1993 (derniers chiffres connus).

Coucou, Jeannou

Le général ubiquiste Jeannou Lacaze réussit, dans les années 80, l'exploit d'être simultanément le chef d'état-major officiel ou officieux des présidents Mitterrand, Mobutu, Eyadema et Ould Taya. Ce fut un pivot de la triplice France-Zaïre-Soudan (contre le trio "an-glophone" Garang-Museveni-Kagame). Il continue de faire le grand écart. Le 16 avril, il allait à Kinshasa conseiller son ami Mobutu. Le 9 mai, on le retrouvait à Lubumbashi, conférant avec le ministre des Affaires étrangères de l'Alliance - accompagné d'un proche du ministre Jacques Toubon, venu faire des propositions d'aide humanitaire.

Champ d'honneur

Le général Mahele, chef d'état-major de l'armée zaïroise, a été assassiné dans la nuit du 16 au 17 mai par un membre de la DSP (la « Garde » de Mobutu) criant à la trahison. Il est mort d'avoir négocié l'entrée « en douceur » des troupes rebelles dans Kinshasa, épargnant à la capitale le bain de sang si souvent annoncé. (Achevé le 25/05/1997)

ILS ONT DIT

« Il faudra s'y habituer. Dans cette partie du continent, l'Afrique de papa c'est fini. Les pays agiront désormais sans complexes et suivant leurs intérêts ». (**Un diplomate** en poste dans la région, le 18/05/1997. Cité par *Le Figaro* du 20/05/1997).

« Laissez-nous faire notre histoire nous-mêmes ». (**Mwanapanga Mwana Nanga**, chargé des Finances de l'Alliance (AFDL), *ibid.*).

« Mais pourquoi la France s'entête-t-elle [dans son soutien à Mobutu] ? Nous avons besoin d'elle. Les Français ont leur place ici. Nous parlons leur langue, nous avons besoin de leurs investissements ». (**Bizima KARAH**, chargé des Affaires étrangères de l'Alliance, *ibidem.*)

« [Le renversement de Mobutu a été] du début à la fin une affaire africaine, et les Occidentaux ont été quasi impuissants. [...] »

Il est absurde de démoniser Kabila comme vous le faites. Séparons les faits de la fiction. Faisons une enquête pour savoir qui est vraiment responsable de la situation des réfugiés.

[...] Ne perdez pas de vue ce qui se passe dans notre région du monde. D'Addis Abeba au Cap, une nouvelle génération de dirigeants prend son destin en main. Les démocraties s'enracinent. [...] J'espère de tout cœur que nos amis occidentaux comprendront que nous voulons à tout prix créer des démocraties ; qu'ils cessent de nous donner des leçons. Nous commencerons avec des élections relativement démocratiques et des démocraties relativement libres ». (**Julius NYERERE**, ex-président de Tanzanie, lors d'une table ronde à New York le 19/05/1997. Cité par *Le Monde* du 21/05/1997).

[Une telle "relativisation" serait suspecte dans la bouche d'un quelconque dictateur ou "démocrateur". Mais elle est émise ici par un "retraité" de 75 ans, considéré comme un sage africain].

« Les pays africains de la région ont pris leurs responsabilités. [...] [Kabila] doit garder le contact avec les pays qui l'ont compris et soutenu. [...] Les colonisateurs se fondaient sur des supplétifs locaux, des sergents, des caporaux qui, après l'indépendance, sont montés en grade et ont pris le pouvoir. C'étaient des Idi Amin, des maréchaux. Ce temps-là est terminé, le moment de la relève est venu ». (**Yoweri MUSEVENI**, Président de l'Ouganda, interview au *Soir* du 23/04/1997).

« [La France demande aux] nouvelles autorités de la République démocratique du Congo [...] de se conformer aux règles de la démocratie et d'organiser très rapidement des élections libres, observées par la communauté internationale ». (Communiqué de l'Élysée, à l'issue du conseil des ministres restreint du 21/05/1997).

[L'exigence serait plus crédible si la France n'avait annoncé en 1996 son souhait d'organiser pour Mobutu une élection « triomphale », après sa coopération ou sa caution aux élections truquées des Biya, Bongo, Déby, Baré Maïnassara, etc. ; si elle n'avait aussi, dans son pré carré, complètement dévoyé le processus d'observation internationale, devenu le fromage de touristes complaisants ou barbouzards (cf. le Rapport 1997 de l'Observatoire permanent de la Coopération, Karthala). Le porte-parole du Quai d'Orsay Jacques Rummelhardt parlait, la veille, d'« élections démocratiques et transparentes ». On a dû estimer, à l'Élysée, que c'était trop précis].

Interview de **Jean-François BAYART**, Directeur du CERI (Centre d'études et de recherches internationales), *Le Monde* du 29/04/1997 :

« * *Le Monde* : Avec la disparition de Jacques Foccart et la déchéance prochaine du président zaïrois Mobutu, l'heure n'est-elle pas venue d'une nouvelle politique africaine de la France ?

- **JFB** : La classe politique française, toutes familles politiques confondues, paraît tenir pour légitime le foccartisme comme conception des relations franco-africaines donnant la primauté à la politique des réseaux et à la confusion entre l'action paradiplomatique et les affaires privées. Il est improbable que la France renonce au foccartisme, pourtant responsable du fiasco de la politique africaine de notre pays. Tous les partis continuent d'y trouver leur compte, notamment en matière de financement des campagnes électorales.

* *Le Monde* : N'a-t-on pas eu tendance à exagérer le rôle que jouait Jacques Foccart au cours de ces dernières années ?

- **JFB** : Foccart était âgé et malade. Néanmoins, son influence a été décisive à trois reprises au moins : en 1994, lorsque Paris a pris la décision surréaliste de restaurer Mobutu comme pacificateur de la région des Grands Lacs, au lendemain du génocide des Tutsis au Rwanda ; en 1995, lorsqu'il est parvenu à faire nommer ministre de la Coopération Jacques Godfrain, un homme à lui, et à faire avorter la réforme de l'aide publique au développement ; en 1996, enfin, en obtenant que Paris persiste à jouer la carte d'un Mobutu mourant et discrédité. Mais Foccart était un peu comme ces vieux fétiches des royaumes africains que l'on sort dans les grandes occasions. Des hommes de l'ombre, proches de lui, plus jeunes, avaient pris le relais depuis longtemps.

Il faut en outre s'interroger sur les relations d'alliance ou de conflit entre les réseaux néo-foccartiens : Jean-Christophe Mitterrand semble volontiers travailler avec Pierre Pasqua, le fils de Charles Pasqua, cependant que les opérateurs de la Mairie de Paris n'en finissent pas de régler les comptes de la bataille présidentielle de 1995, par exemple à Bangui.

* *Le Monde* : L'Afrique est-elle aujourd'hui "malade" de la France ?

- **JFB** : Les conflits qui l'endeuillent ne relèvent pas de la pathologie. [...] C'est parce que nous avons prétendu que Mobutu était le dernier garant de l'unité du Zaïre, qu'il était le dernier rempart contre un chaos dont on ne voulait pas voir qu'il en était le principal organisateur, que nous l'avons soutenu jusqu'au bout. Or ces crises africaines sont souvent des crises de formation de l'Etat, plutôt qu'elles ne remettent en cause celui-ci. Elles sont comparables à ce que les sociétés politiques européennes ont longtemps connu : les historiens savent que l'Etat, en Occident, est né de la guerre.

En revanche, la France est malade de l'Afrique. Nous avons été complices, au Rwanda, de la préparation d'un génocide. Nous avons organisé, voire financé, l'envoi au Zaïre de criminels de guerre serbes comme mercenaires, pour défendre une des dictatures les plus consternantes de la guerre froide. Tout indique, en outre, que le désastre de notre politique dans les Grands Lacs et au Zaïre, et les graves exactions qui l'ont accompagnée à Kisangani, resteront sans sanction.

* *Le Monde* : Assisté-t-on à un déclin de la France au sud du Sahara ?

- **JFB** : A un déclin, mais aussi à un rejet de la France. La cause première en est notre politique de visas, dont la mise en œuvre est très mal ressentie et se traduit par une réorientation rapide des flux de voyageurs à notre détriment. De facto interdits d'accès sur le territoire français, les étudiants et les intellectuels francophones se tournent désormais vers le Canada et les Etats-Unis. A terme, c'est notre influence, non seulement culturelle, mais encore économique et technologique qui se trouve condamnée. De même, les commerçants africains vont maintenant acheter des marchandises à Istanbul et à Dubaï, faute de pouvoir obtenir des visas dans des conditions décentes [...].

Plus profondément, la France n'a plus grand chose à dire aux Africains d'aujourd'hui. Son message d'universalité s'est étiolé. Ne restent que les contrôles policiers et les expulsions. [...] Il est à craindre que la crédibilité de la France ne soit pour longtemps ruinée par la débâcle de sa politique en Afrique centrale ».

« Mobutu a perdu la partie parce qu'il a détourné à son profit les ressources nécessaires au maintien en état des forces militaires que nous avions eu tant de mal à mettre sur pied, à grands frais, à partir de 1977. [...] Nous avons notamment réorganisé les forces blindées zaïroises et entièrement reconstitué la 31^e brigade parachutiste. Aux dires des experts, cette dernière unité supportait la comparaison avec ses homologues occidentales ». (**Général Michel FRANCESCHI**, chef de la Mission militaire de coopération de 1978 à 1981, après avoir commandé l'intervention à Kolwezi en avril 1977. *Courrier au Figaro* du 22/05/1997).

Interview de **Jean-François BAYART** au *Nouvel Observateur* du 15/05/1997) : « Une question reste encore sans réponse : pour quelles raisons le gouvernement français a-t-il choisi Mobutu comme le défenseur de la France dans cette région ? Les contribuables français auraient pourtant le droit de savoir ce que masque une telle politique dont le fiasco - l'un des plus grands de notre diplomatie depuis trente ans - est total...

Des pays de son pré carré [...] sont directement menacés par l'arrivée du chef rebelle Kabila à Kinshasa. Ces pays - le Congo, le Gabon, la République centrafricaine et le Cameroun - risquent de se retrouver bientôt dans l'œil du cyclone, et la France pourrait en faire les frais, si le "hutu power" et les mobutistes en font les bases arrière d'une stratégie de reconquête. [...] Ses dominos tombent les uns après les autres. Tout a commencé avec la "chute" du Rwanda en 1994 et cela pourrait se poursuivre de l'autre côté du Congo. Car la crise s'est déplacée des Grands Lacs au Grand Fleuve. L'enjeu, aujourd'hui, c'est l'immense bassin du Congo, les flux de son impressionnante économie informelle, et l'émergence d'un axe politique allant de l'Angola à l'Erythrée sur la mer Rouge, mais en dehors de toute influence française ».

« Les risques de contagion [du conflit zaïrois] sont réels ». (**Gnassingbé EYADEMA**, Président du Togo, ex-« sergent monté en grade ». Interview au *Figaro* du 28/04/1997).

« Au-delà des blessures d'amour-propre, le plus inquiétant, vu de Paris, c'est le danger de déstabilisation pour l'ensemble de la région. [...] Le Centrafrique et le Congo-Brazzaville risquent d'être les prochains dominos. [...] Il faut enfin que Paris tire la leçon de ses erreurs pour ne pas les répéter ». (**Charles LAMBROSCHINI**, éditorialiste au *Figaro*, 22/05/1997).

[Si même Le Figaro, après Eyadema, tire la sonnette d'alarme...].

Bloc-notes d'**Alexandre ADLER**, Directeur éditorial de *Courrier International*, 24/04/1997 :

« Tunnel colonial pour fonctionnaires médiocres, entrepreneurs très moyennement intègres et intermédiaires de toutes sortes, [l'empire africain de la France] fut parfois, jusqu'à aujourd'hui, l'exutoire facile d'une France protectionniste et tricheuse, alliée à de grands potentats locaux auxquels le système de la traite avait appris à se faire depuis trois bons siècles les négriers de leurs propres peuples. [...]

Il serait de simple et bonne justice de rappeler aussi la grandeur de cette entreprise [...]. La République, en effet, a emprunté à la latinité tardive cette capacité à mêler son sang, à considérer l'Africain soumis aux lois de la France comme un Français en puissance, à traiter les Etats semi-indépendants comme ses propres rejetons [...]. Tout Français peut être légitimement fier d'avoir permis à des hommes comme [...] Houphouët-Boigny de devenir l'un des pères de la V^e République.

[...] Bien sûr qu'à Dakar, à Abidjan et même à Libreville, à Yaoundé et à Tananarive la France n'a pas démérité. [...] La France, peu raciste et peu autoritaire, ne comprend toujours pas combien l'Afrique a changé avec la naissance de la nouvelle Afrique du Sud, elle-même alliée incontournable des Etats-Unis. Il n'est pas encore trop tard pour le faire, mais cela veut dire aussi faire le deuil de notre dernier empire, un empire par consentement mutuel dont la nouvelle Afrique ne voudra plus bien longtemps ».

[Tout Français ne se sent pas le fier héritier de cette France paternaliste, dont la familiarité envahissante, la "générosité" ennemie de toute lucidité veut à tout prix (celui, par exemple, des massacres coloniaux et post-coloniaux) affilier l'autre, au mépris de sa dynamique propre. Cette France autosatisfaite, qui occulte le passif de la colonisation et croit encore qu'Houphouët a servi la Côte d'Ivoire. Non, cet empire n'était pas de « consentement mutuel », et une autre France n'a cessé de le dire. Si deuil il faut faire, c'est celui d'une illusion].

« Je circule beaucoup en ville, et on m'a déjà traité de sale Français... C'est une réaction logique de la population. Mais [...] nous ne sommes pas des représentants du gouvernement et [...] nous ne sommes pas solidaires de la politique du gouvernement. Je ne vois pas pourquoi nous paierions les pots cassés de cette politique que nous réprouvons depuis des années ». (**Michel TOURNAIRE**, entrepreneur français à Kinshasa, déclaration à la télévision française, 19/05/1997, citée par *Le Figaro* du 21/05/1997).

[Michel Tournaire a été assassiné le 20 mai, avec un autre Français - sans qu'on sache très bien pourquoi. Les citoyens français ne peuvent s'exonérer totalement de la politique menée en leur nom. Mais ce ne sont pas les plus impliqués qui « paieront les pots cassés »].

« La France vue d'Afrique, c'est la mère dévorante, celle qui embrasse trop et qui étouffe ». (**M. BINDO**, *Journal du Jeudi*, Ouagadougou, cité par *Courrier International* du 24/04/1997).

« Les Français prennent trop au sérieux leur langue. Nous ne sommes plus en 1885 ». (**Julius NYERERE**, *Le Monde* du 21/05/1997).

« Hors de France, le terme de francophonie sonne, depuis longtemps déjà, comme une injure ». (**Michael BIRNBAUM**, journaliste allemand du *Süddeutsche Zeitung*. *Courrier International* du 24/04/1997).

« Francophonie, anglophonie, tout cela c'est de la théorie. La réalité, c'est que le swahili venu de l'Est a remporté une victoire sur le lingala, la langue des soldats de Mobutu. Pour nous, le swahili est devenu la langue de la politesse, de la libération ». (**Un linguiste de Lubumbashi**, in *Le Soir* du 19/04/1997).

« Nous avons reçu une foule de rapports et de témoignages sur les massacres. Ces informations provenant d'organisations non-gouvernementales, de réfugiés, d'autres sources [...]. Y a-t-il eu [...] une stratégie délibérée, planifiée et orchestrée des massacres ? Et si oui, cette stratégie relevait-elle de considérations ethniques ? Tout ce que je peux vous dire, c'est que dans notre rapport qui sera publié en juin, nous prendrons positions sur ces questions-là ». (**Roberto GARRETON**, rapporteur spécial de l'ONU, interview à *Libération*, du 16/05/1997).

A FLEUR DE PRESSE

Le Figaro, *Kabila, libérateur ou tyran*, 19/05/1997 (Pierre PRIER) : « [Kabila] veut-il la démocratie, ou remplacer la dictature de Mobutu par la sienne. Quand on demande qui est le vrai Kabila, il fait toujours la même réponse : "Vous verrez" ».

Le Figaro, *L'Afrique de l'Est exulte*, 21/05/1997 (Arnaud de la GRANGE) : « Erythrée, Ethiopie, Ouganda, Rwanda : tous saluent la "révolution zaïroise", tous ont beaucoup en commun. Ils sont dirigés par d'anciens guérilleros arrivés au pouvoir par les armes. Ils se veulent représentatifs d'une nouvelle Afrique où les Etats ne sont pas fantoches, les fonctionnaires ne sont pas corrompus et les économies ne sont pas bradées à des intérêts étrangers. Enfin, ils ont tous le même "grand ami", les Etats-Unis ».

Le Soir, *Miné de l'intérieur, l'échafaudage périlleux du stratège s'écroule*, 20/05/1997 (Colette BRAECKMAN) : « La maladie [de Mobutu], la guerre à l'Est, qui a progressé comme un feu de paille, ont certainement entraîné la chute de Mobutu et de son régime. Mais avant tout, si le système s'est écroulé, c'est parce qu'il n'était plus qu'un échafaudage d'injustices, un échafaudage depuis longtemps miné par la patiente résistance d'une population mobilisée par la société civile et le combat démocratique des partis d'opposition ».

Le Monde, *Une "légion tutsie" de quinze mille hommes, formée par l'Ouganda, aurait appuyé les forces rebelles, selon les services occidentaux*, 13/05/1997 (Jacques ISNARD) : « Devant Kisangani et pendant les combats de Watsa, Isiro ou Nzoro, la "légion tutsie" »

a, dit-on de même source, été sérieusement étrillée par les mercenaires étrangers engagés par le maréchal Mobutu et par des éléments des ex-FAR présents dans la région. On estime que 2 000 à 3 000 hommes de la "légion" ont été mis hors de combat à cette occasion. [...]

Les hélicoptères Mi-24, dont les équipages étaient serbes pour la plupart, ont accompli de nombreuses actions [...] par le moyen de missiles, voire de bombes au napalm et au phosphore dont ils étaient dotés. Les ex-FAR ont bénéficié d'un approvisionnement en armes et munitions fourni par la division spéciale présidentielle (DSP), la garde rapprochée du maréchal Mobutu. ».

[Cet exercice de réécriture instantanée de l'histoire par les services de renseignement français est intéressant à plusieurs titres - et pas seulement par les quelques éléments d'information qui tentent d'en asseoir la crédibilité (l'implication des pays voisins, l'alliance DSP-FAR, le napalm, etc.). On y trouve à la fois les grosses ficelles désinformatrices (l'anti-Mobutu Museveni habillé en mafieux) et cette lecture raciste, virant à la paranoïa, qui conduisit la France à soutenir le camp du génocide (la « légion tutsie », les « nostalgiques de l'empire tutsi »).

Et dire que la majorité des députés élus en 1993 estime totalement inutile de contrôler de tels « services »...]

Le Télégramme de Brest, Kabila, marionnette d'un vaste complot, 08/05/1997 (Editorial d'Hubert COUDURIER) : « Laurent-Désiré Kabila n'est que la façade d'une vaste coalition ethnique composée de guerriers tutsis appuyés par l'Ouganda et le Rwanda. Après avoir repris le pouvoir à Kampala et Kigali, cette ethnique, pourtant minoritaire, semble en passe de contrôler toute l'Afrique centrale après y avoir été maladroitement encouragée par les Etats-Unis.[...]

Ce déferlement anglophone et l'échec de la diplomatie française dans la région ne sont donc que la conséquence d'une offensive concertée, Kabila apparaissant comme la marionnette d'intérêts qui le dépassent ».

[Si la France a perdu, ce n'est pas qu'elle ne soit plus la meilleure, c'est seulement qu'« ils » nous sont tous tombés dessus. A commencer par ces Tutsis, si minoritaires et si omniprésents... L'éditorialiste de Brest lit trop Jacques Isnard et Alexandre Adler].

Le Monde, A Gbadolite, dans les palais du maréchal-président, avec le mercenaire Dominic, « serbe, mais aussi français », 10/05/1997 (Frédéric FRITSCHER) : « Les mercenaires sont arrivés dans le fief du président Mobutu Sese Seko [à Gbadolite] avec leur matériel. Un hélicoptère de combat Mi-24, [...] deux autres [...], quatre chasseurs Mig et [...] deux chasseurs Macchi italiens. Le troisième s'est pulvérisé en centre ville, fin mars.

Au cours d'un vol d'essai, le pilote a voulu épater ses copains. Il est passé en rase-bitume dans l'artère principale de Gbadolite avant d'embrasser un réverbère comme un vulgaire chauffard du samedi soir. Son exploit a coûté la vie à deux petits vendeurs de rue et à un colonel serbe pilote de MI-24 qui sirotait une bière à la terrasse d'un café ».

[Un accident symbolique de la Françafrique finissante : deux mercenaires s'entre-tuent dans un scénario invraisemblable, entraînant dans leur trip déginglé, entre homicide et suicide, deux civils africains. Colette Braeckman relate (Le Soir du 04/05/1997) un autre fait symbolique : les réseaux français ont fourni à Mobutu trois Mig 21, avec pilotes et mécaniciens, mais sans les cartes et instruments qui leur auraient permis de s'orienter au-dessus de la forêt équatoriale...]

Libération, La consécration de l'influence américaine, 05/05/1997 (Stephen SMITH) : « La France a [...] fermé les yeux sur les ultimes tentatives - dérisoires - de sauver le régime par le recrutement de mercenaires. Contrairement à ce qu'a affirmé le *New York Times* vendredi [02/05/1997] [...] "la France" n'a pas monté "une opération militaire secrète pour soutenir Mobutu", pas plus que "les Français" n'ont payé 5 millions de dollars pour l'achat d'avions de combat et l'envoi de mercenaires.

En revanche, la firme française Geolink [...] a servi d'intermédiaire pour le recrutement, par Jean Sési Yale, un proche de Mobutu [...], de mercenaires serbes, belges et français, ainsi que du matériel de guerre ayant transité par Marseille.

Le Quai d'Orsay [...] d'autant moins raison de démentir un "tissu de contre-vérités" qu'un conseiller à l'Elysée, Fernand Wibaux, a été constamment tenu au courant de ces "efforts". Il a non seulement été le destinataire d'une "note" de Geolink mais, selon nos informations, il a aussi rencontré à trois reprises - le 29 novembre 1996 dans son bureau au 14 rue de l'Elysée, le 2 décembre à l'hôtel Bristol et le 23 mars dernier à l'hôtel Vigny [...] - le colonel Tavernier, le commandant des mercenaires européens ».

[Cet article est typique des contradictions où se débat Stephen Smith : il dispose, et distille souvent, d'excellentes informations, qu'il lui faut par ailleurs « gérer » lorsqu'elles peuvent déranger ses sources.

Ainsi, il attaque les « révélations » du New York Times sur l'implication de la France dans l'envoi de mercenaires français et serbes au Zaïre, avec des avions de combat (révélations qui ne font qu'amplifier des éléments rendus publics depuis plusieurs mois). Ni « la France », ni « les Français » ne seraient en cause. Mais :

- le richissime Jean Sési Yale est un poisson dans l'eau de la Françafrique, c'est-à-dire qu'il peut engager de l'argent relevant des circuits souterrains franco-zaïrois ;

- le port de Marseille n'est pas un moulin, où transiteraient sans qu'on le sache n'importe quel matériel de guerre ;

- Fernand Wibaux est un conseiller officiel du Président ;

- son bureau, 14 rue de l'Elysée, est hébergé par l'état-major de la présidence de la République.

« La France » est donc pour quelque chose dans cette affaire (cf. Billets n° 46), et Stephen Smith doit admettre que le Quai d'Orsay a tort de démentir le New York Times, que lui-même vient de contredire...

Il parle de 3 rencontres Wibaux-Tavernier. Il omet de rappeler une 4^{ème}, a posteriori très instructive, que lui-même signalait le 12/09/1996 :

« Un officier des services secrets belges, le colonel Tavernier, a été reçu à l'Elysée où il s'est enquis de la maladie de Mobutu et de la manière dont "on pourrait tenir le pays" ».

Le 24 janvier 1997 (L'Armada de mercenaires au Zaïre), le même Stephen Smith précisait que Fernand Wibaux était cet hôte de Tavernier à l'Elysée. Il laissait dire à un diplomate français : « il est inconcevable que Foccart n'ait pas été, au moins, informé du contrat de Tavernier ». Puis il ajoutait :

« L'étroitesse des liens entre Jacques Foccart et le maréchal Mobutu, qui l'appelle au besoin plusieurs fois par jour, accrédirait l'idée que "le conseiller personnel de Jacques Chirac chargé des relations avec les présidents africains" ait pu jouer un rôle plus important. Cependant, en l'absence de preuves, il faut se borner à constater le nombre considérable de mercenaires français dans l'est du Zaïre. [...] A Kisangani, les "instructeurs" blancs ne se cachent guère ».

Pourtant, 17 jours plus tôt (07/01/1997), il était ainsi un premier démenti français :

« Sur place, à Kisangani, des membres d'organisations humanitaires, qui se déplacent fréquemment sur le principal axe routier [...] sont unanimes pour douter d'une "présence massive de Blancs" dans cette région. Cependant, plusieurs d'entre eux font état de "quelques individus", apparemment de nationalité française, qui auraient "une double casquette" ».

Le soir même, Le Monde daté du 8 janvier sortait un article percutant sur la « légion blanche » de mercenaires recrutée par deux anciens gendarmes de l'Elysée. Le lendemain 8 janvier, Libération évoquait les « démentis en cascade ».

Mais voilà que plusieurs ONG, dont Novib et Global Action for Africa, se préparent à lancer une action sur la présence de mercenaires aux côtés de l'armée zaïroise (15/01/1997). L'« unanimité du doute » des humanitaires ne tenant plus, ni la digue des démentis, il fallait sortir l'article du 24 janvier - en soulignant « l'absence de preuves ».

Le 5 mai, 7 semaines après la mort de Foccart, on "sacrifie" son compère Wibaux. Et l'on affirme que le New York Times a tout faux... J.

The Independent (Londres), *La France perd son influence en Afrique*, 07/05/1997 (John LICHFIELD) : « Le départ ignominieux du Président Mobutu [...] est la démonstration que l'approche post-coloniale traditionnelle de la France en Afrique - une sorte de clientélisme machiavélique - est déjà morte [...]. La vieille garde africaine à Paris [...] a conçu en janvier une tentative déçue d'opposer une force mercenaire aux rebelles de Laurent Kabila. [...] La taille réduite de l'opération - et son échec abject - sont, en soi - la preuve qu'une certaine ère des relations franco-africaines est terminée. [...] Sans le support tacite que les Etats-Unis apportaient à Paris durant la Guerre froide, la vieille politique française de support inconditionnel à sa clientèle de dictateurs africains est déçue ».

Le Monde, *Les réfugiés du Zaïre, martyrs et otages*, 02/05/1997 (Thomas SOTINEL : L'un des meilleurs articles sur le sujet.

Les « Dossiers noirs » de la politique africaine de la France, n° 9

France-Zaïre-Congo : échec aux mercenaires *

La « Franzaïre » militaire et civile
 Françafrique-Mobutu contre Museveni-Kagame
 Une coalition régionale contre le mobutisme
 Rallye et dérouté mobutistes

Fin de partie pour la Françafrique et ses manœuvres sordides ?

Une mine d'informations, pour mieux comprendre le bouleversement zaïrois : acteurs, stratégies, effets possibles.

Agir ici et Survie, L'Harmattan, 160 p.* Disponible à *Survie*. Prix de souscription : 60 F port inclus. * Titre provisoire et pagination prévue. A paraître le 16 juin.

Et ailleurs...

SALVES

Fraude-provoc' au Cameroun

Cela avait commencé par l'éviction de quelque 2 500 000 électeurs, privés de cartes électorales ou d'inscription sur les listes. Le scrutin législatif se déroule le 17 mai, en présence d'un panel élargi d'observateurs internationaux (pas seulement francophones...). L'arsenal des fraudes de base est largement utilisé : bourrage des urnes, présence dissuasive de miliciens, truquage des listes,...

Cependant, les calculs effectués à partir des procès-verbaux accessibles - d'autres ont été soustraits aux regards indiscrets - montrent que l'opposition (notamment le SDF de John Fru Ndi) est nettement majoritaire. Mais la centralisation est à la discrétion du pouvoir. Avant de l'avoir réalisée, il annonce que le parti présidentiel, le RDPC, a obtenu plus de 100 sièges sur 180.

Tollé général, y compris chez une partie des observateurs. Les résultats officiels doivent être communiqués avant le 6 juin. On s'achemine vers un scénario à la tchadienne : on force d'abord la note ; après une obscure tambouille, on ramènera le score du RDPC à 91 sièges... Il n'est pas sûr du tout que l'opposition se laisse gruger. Ni que ses frustrations ne dégènèrent (cf. *Ils ont dit*).

Edzoa/Biya

Le mentor rosicrucien de Paul Biya, Titus Edzoa - sans doute l'homme le mieux informé des secrets du palais - s'est rebellé contre son disciple présidentiel. Le 5 mai, dans une longue interview au périodique camerounais *L'Expression* (aussitôt saisi), il dresse à Biya un statut de Mobutu : il contrôlerait les recettes pétrolières du pays et serait « *le Camerounais le plus riche* ». Rien là qui nous surprenne¹. Mais, après les révélations de l'ex-PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent (Biya installé par Elf), celles d'Edzoa achèvent de dénuder le roi.

1. Cf. *Dossier noir n° 7 : France-Cameroun, Croisement dangereux*, L'Harmattan, 1996 (49 F à *Survie*).

Anti-contagion ?

Tous les augures le répètent : le basculement du Zaïre peut s'avérer contagieux. Les pays ouest-africains membres de l'ANAD (Accord de non-agression et d'assistance en matière de défense) - le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger le Sénégal et le Togo -, n'ont donc pas perdu de temps : ils ont institué une Force de paix permanente, chargée de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. Pour faire bonne mesure, on a ajouté à ces missions l'humanitaire, l'environnement et le patrimoine...

A la hâte, cette Force concrétise les travaux présidés depuis novembre 1994 (Sommet franco-africain de Biarritz) par le général Eyadema. Un rapport secret des chefs d'état-major détaille les modalités de sa mise en place. On sait seulement que la Force regroupera des unités militaires spéciales basées dans chacun des Etats membres (*Afrique Express*, 08/05/1997). A l'Ouest, la Françafrique verrouille !

Car ailleurs, le projet français de force interafricaine se heurte, entre autres, à l'opposition résolue de l'Afrique du Sud.

Cela n'empêche pas le général-président tchadien Idriss Déby de s'arrimer au bloc des généraux de l'ANAD (Eyadema, Compaoré, Baré Maïnassara). Il a livré au Togo de nombreuses pièces d'artillerie prises aux Libyens - avec un instructeur, Abadi Saïr. A la tête de la très sensible ANS (Agence nationale de sécurité), il a placé le colonel Bechir, ami intime du président burkinabé Blaise Compaoré.

Tiercé tchadien

L'élection du leader sudiste Wadal Abdelkader Kamougue à la présidence de l'Assemblée nationale tchadienne n'annule pas les précédents coups de force électoraux - l'escroquerie du scrutin présidentiel de mi-96 et le récent trucage des législatives¹. Mais elle confère un certain lustre à l'accord de gouvernement conclu, pour la fin du quinquennat d'Idriss Déby (1996-2001), entre le mouvement présidentiel (MPS) et trois autres partis, dont ceux de Kamougue et de Saleh Kebzaboh.

Ces trois hommes, tous trois candidats à la présidentielle de 1996, représentent ensemble une réelle majorité de l'électorat. Leur entente ferait-elle sortir le Tchad de l'ère de l'irresponsabilité ?

Ainsi, les préfectures du Sud ne comprendraient pas que la promotion de leur élu Kamougue s'accompagne d'une poursuite, à leur détriment, des exactions de la « Garde républicaine » nordiste. Ou alors, l'accord de gouvernement ne ferait que refléter un partage anticipé des *royalties* du pétrole. Et il faudrait s'attendre à de sérieux retours de flamme.

1. Cf. *Billets n° 46 et le Dossier noir n° 8 : Tchad, Niger. Escroqueries à la démocratie*, L'Harmattan, 1996 (49 F à *Survie*).

Rechute en Centrafrique

Quels que soient les talents de médiateur de l'ex-président malien, le général Ahmadou Toumani Touré, les sbires du président Ange Patasse s'échinent à les surpasser dans la provocation. En assassinant dans une gendarmerie, le 2 mai, trois représentants des ex-mutins, puis en redoublant le meurtre du colonel Grelombe, affreusement mutilé, par celui de son demi-frère, ils semblent miser sur une explosion de violence (*Afrique-Express*, 15/05/1997).

Jean-François Bayart (cf. plus haut, *A Fleur de presse*) laisse entendre que d'obscurs règlements de comptes franco-français ne sont pas étrangers à ces jeux pyromanes. Ajoutez à cela le reflux, depuis l'ex-Zaïre voisin, des soldats de Mobutu (FAZ) et d'Habyarimana (FAR)...

Elf : ça se corse !

La juge Eva Joly est désormais épaulée par la juge Laurence Vichnievsky - et toujours par des policiers consciencieux. Ne faisant que leur devoir (bravo !), ils progressent vivement dans les eaux polluées de l'affaire Elf. Une double perquisition à la tour Elf a mis dans tous ses états l'état-major pétrolier. Au point de refuser, un temps, d'ouvrir une armoire forte...

De son côté, le président du Congo-Brazzaville, Pascal Lissouba, menace : « *Si je suis impliqué officiellement, je ferais des révélations fracassantes qui ne manqueront pas d'avoir de graves répercussions intérieures françaises* ». (*Le Nouvel Afrique-Asie*, 05/1995). Brrr...

La corruption s'étend à l'Allemagne - au parti du chancelier Kohl. Un gros appétit.

L'on en apprend davantage, par ailleurs, sur le réseau de relations du PDG d'Elf-Gabon, André Tarallo. Il est lié :

- à Jacques Chirac, son camarade de promotion à l'ENA, et son frère en « *clientélisme pétrolier* » ;
- à Pierre Pasqua, fils de Charles, qui (en vrac) est administrateur d'une société de vente d'armes, la Cecri (*L'Événement du Jeudi*, 01/05/1997), s'affiche à l'extrême-droite¹, et, de Nouakchott à Kinshasa, multiplie les exploits français ;
- à Robert Feliciaggi, l'empereur pasquaïen des jeux et casinos en Afrique centrale ; Feliciaggi est lui-même le grand ami de Jean-Jé Colonna, le parrain de la Corse du Sud (*Libération*, 07/05/1997), commensal à Propriano du conseiller élyséen Maurice Ulrich (*Les Dossiers du Canard*, *La Corse démasquée*, 07/1996).

Comme par hasard, lors de sa perquisition à la Tour Elf, la juge Joly a trouvé des agendas où figuraient les adresses personnelles de deux hommes d'affaires corses, tenanciers de casinos, lesquels sont l'objet d'insistantes rumeurs de « blanchiment de fonds » (*Le Parisien*, 22/05/1997).

1. Cf. Daniel Carton, *La deuxième vie de Charles Pasqua*, Flammarion, 1995.

Bons points

* La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a adopté une charte instituant une *Cour africaine des droits de l'homme*.

* La communauté romaine Sant'Egidio abrite de délicats pourparlers de paix entre le gouvernement burundais et ses principaux opposants, civils et armés.

* Les présidents soudanais et ougandais, réunis le 10 mai par leur homologue kenyan ont accepté de mettre fin aux hostilités entre leurs deux pays et d'entamer une nouvelle ère d'amitié (AFP). A confirmer...

* A confirmer, aussi, les intentions de réforme de la politique de coopération présentées aux ONG, sous le triple pari, « *simplicité, transparence et efficacité* ». Avec, entre autres, une renonciation à l'aide liée (aux achats de biens français).

(*Les nouvelles de SUD*, 05/1997).

* Les cinéastes français n'ont pas craint d'afficher publiquement, au festival de Cannes, leur solidarité avec les collectifs de sans-papiers.

Message personnel

Au soir du premier tour des élections législatives françaises, il n'apparaît pas inenvisageable que Lionel Jospin aboutisse à Matignon début juin, puis Michel Rocard au quai d'Orsay. De la part de ce dernier, on considérerait comme une déclaration ouverte d'allégeance néo-foccartienne la remise en fonction du conseiller pour les affaires africaines dont il nous gratifia de 1988 à 1991.

Demandez les numéros spéciaux thématiques de *Billets d'Afrique* : toutes les informations publiées par votre lettre mensuelle préférée

Spécial Foccart 14 p. 20 FF

Spécial Pasqua 8 p. 20 FF

Spécial Elf 4 p. 10 FF

Franco. A commander à *Survie*.

ILS ONT DIT

« Le nombre et la grossièreté des irrégularités [*lors du scrutin législatif du 17 mai*] prouvent [...] que le régime de Paul Biya n'a plus le moindre scrupule dans sa volonté de garder à tout prix le pouvoir et d'écarter toute éventualité d'alternance [...].

L'exaspération de la population est à son comble [...]. Désormais convaincue que le genre de dictature imposée aux Etats africains par la France ne peut déboucher que sur l'épreuve de force (cf. Mali, Rwanda, Zaïre, etc.), elle aura du mal à résister à la tentation de la violence. [...] C'est maintenant que la communauté internationale devrait se préoccuper d'arbitrages, de médiations, et non lorsque nos chaussées se couvriront de cadavres et que nos rues serpenteront au mi-lieu de ruines calcinées et fumantes ». (**Mongo BETI**, écrivain camerounais, déclaration du 21/05/1997).

Interview de **Yoweri MUSEVENI**, Président de l'Ouganda, à *La Libre Belgique* du 24/04/1997 :

« * *LLB* : Selon vous, quelles devraient être les relations entre les pays européens et leurs anciennes colonies ?

- **YM** : Ces relations devraient être basées surtout sur l'argent. Vous devez investir dans nos pays, pour que vous gagniez de l'argent et nous aussi. Ainsi nous nous développerons.

* *LLB* : Cela n'a pas été le cas jusqu'ici ?

- **YM** : Pas assez. Où sont les usines ? Il y en a très peu.

* *LLB* : Comment l'expliquez-vous ?

- **YM** : Surtout parce que nos dirigeants ont mal géré. Ils ont effrayé les investisseurs.

* **LLB** : Certains politiciens belges pensent que notre pays a une responsabilité particulière envers le Zaïre et doit l'aider, notamment par des dons. Qu'en pensez-vous ?

- **YM** : Il faut que cette aide soit soutenable, sinon la relation ne sera pas durable. En termes économiques, il faut que cela crée de la richesse. Un don, on ne peut pas le soutenir indéfiniment : il est absorbé, c'est tout ».

Interview de **Louise ARBOUR**, Procureur général des Tribunaux pénaux internationaux sur l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. *La Croix* du 07/05/1997 :

« * *La Croix* : Disposez-vous de moyens financiers suffisants ?

- **LA** : Pas encore. Et, malheureusement, notre budget 1997 n'a pas encore été voté, ce qui est désastreux [...].

* *La Croix* : Subissez-vous des pressions politiques ?

- **LA** : Au niveau du fonctionnement des enquêtes et des poursuites, non [...]. Je n'ai jamais été sollicitée par des gens qui auraient des raisons de croire qu'ils pourraient réussir à m'influencer pour prendre une décision plutôt qu'une autre.

Les Etats qui ne veulent pas voir le tribunal réussir ont d'autres moyens de nous rendre la vie pénible. Certains y réussissent très bien et les obstacles aux arrestations en sont un exemple ».

A FLEUR DE PRESSE

Libération, *Chirac conquis par la Chine*, 19/05/1997 (Caroline PUEL, Romain FRANKLIN et Pierre HASKI) : « Jacques Chirac [...] n'a pas hésité à prédire que les relations politiques franco-chinoises seraient désormais "sans nuages", parlant même de "connivence intellectuelle et culturelle" avec les dirigeants chinois. [...] Le Président estime sans doute qu'aux yeux des électeurs français, les emplois garantis à l'Aérospatiale par les achats d'Airbus par la Chine pèsent plus lourd que les positions morales sur les droits de l'homme... ».

[That is the question..., le défi existentiel posé à l'intelligence et la culture des électeurs français.]

LIRE

Pour une autre politique de l'immigration, Supplément à *Idées en mouvement*, mensuel de la Ligue de l'enseignement, 05/1997, 52 p.

Les principaux extraits des interventions aux Assises organisées, le 16 novembre 1996, par le Collège des médiateurs des sans-papiers. Un panel stimulant. Paul Ricoeur rappelle la définition kantienne de l'hospitalité : « *le droit qu'a un étranger, à son arrivée dans le territoire d'autrui, à ne pas y être considéré en ennemi* ». Quant à l'amiral Sanguinetti, il souligne l'impact néfaste sur les relations franco-africaines, du vigoureux courant d'extrême-droite présent dans l'armée française. En maints pays du champ (pas seulement au Tchad ou en Centrafrique), les officiers français ont une influence déterminante sur la façon dont est exercé et conservé le pouvoir - souvent par des militaires qu'ils ont eux-mêmes « formés ».

Vous appréciez "*Billets*" et approuvez ses objectifs ?

Vous pouvez l'aider en :

- vous **abonnant** :

France : 80 F ; soutien : 100 F ;

Étranger : 100 F ;

- le **diffusant** dans votre entourage concerné (qui ne l'est pas ?) par tout moyen qui vous conviendra ;

- envoyant à *Survie* toute **information** pertinente, de préférence peu connue, sur la politique franco-africaine et l'utilisation de l'aide au développement.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N° 76019

DEPOT LEGAL : JUIN 1997 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F (ÉTRANGER : 100 F)